



DIRECTION DES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES
ET DE L'AMÉNAGEMENT

Bureau de l'aménagement du territoire et des
installations classées

Affaire suivie par :
Martine MARCHAND
☎ : 02.47.33.12.48
Fax direction : 02.47.64.76.69
Mél : martine.marchand@indre-et-loire.gouv.fr

C:\Users\JACQBE\AppData\Local\Temp\SGG
Prolongation Amboise APC.odt

**ARRETE COMPLEMENTAIRE
portant sur la prolongation du délai d'autorisation
de la carrière exploitée
par la Société Saint-Georges Granulats
sise sur la commune d'AMBOISE au lieux dits « la
Varenne sous Chandon » et « Presqu'île du Chatelier »**

N°19838

LE PREFET du département d'Indre-et-Loire, Chevalier de la Légion d'Honneur, Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'Environnement et notamment le titre 1^{er} du livre V ;
- VU** le Code minier et notamment son article 4 ;
- VU** la loi modifiée n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;
- VU** l'arrêté modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 fixant le modèle d'attestation de la constitution des garanties financières, modifié par l'arrêté ministériel du 30 avril 1998 ;
- VU** l'arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues à l'article R. 513-2 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°509 du 23 février 1989 autorisant la société Ets MASSON et Cie à exploiter à ciel ouvert une carrière de sables et de graviers sise aux lieux-dits « la Varenne sous Chandon » et « Presqu'île du Chatelier » sur le territoire de la commune d'AMBOISE ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°18713 du 30 décembre 2009 portant mutation au profit de la Société d'Exploitation des Dragages Saint Georges de l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et de graviers et une installation de traitement de matériaux sur la commune d'Amboise ;
- VU** la lettre de demande de l'exploitant en date du 10 décembre 2013 relative à la prolongation du délai d'exploitation et de remise en état de la carrière sise sur le territoire de la commune d'AMBOISE, aux lieux-dits « la Varenne sous Chandon » et « Presqu'île du Chatelier » ;
- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées du 18 décembre 2013 ;

VU l'avis favorable de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages, et des Sites du 23 janvier 2014 ;

CONSIDERANT que les modifications sollicitées par l'exploitant ne constituent pas une modification substantielle des conditions d'exploitation de la carrière ;

CONSIDERANT que les modifications sollicitées par l'exploitant ne remettent pas en cause le principe de remise état prévu initialement ;

CONSIDERANT que les modifications sollicitées par l'exploitant n'engendrent pas la nécessité de réévaluer le montant des garanties financières ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Indre-et-Loire ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

La Société Saint-Georges Granulats est autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière sise sur le territoire de la commune d'AMBOISE, aux lieux-dits « la Varenne sous Chandon » et « Presqu'île du Chatelier » à compter de la date de notification du présent arrêté , sous réserve de respecter les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 509 du 23 février 1989 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

L'échéance du délai d'exploitation et de remise en état de la carrière sise sur le territoire des communes d'AMBOISE, aux lieux-dits « la Varenne sous Chandon » et « Presqu'île du Chatelier » est fixée au 23 septembre 2014.

La poursuite de l'extraction est autorisée jusqu'au 31 mars 2014.

La remise en état du site doit être achevée pour le 23 juin 2014.

ARTICLE 3 : Information des Tiers

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations seront soumises sera, aux frais de l'exploitant, inséré par les soins du Préfet, dans deux journaux diffusés dans le département. Il sera en outre affiché pendant une durée d'un mois en mairie d'Amboise. Le maire dressera procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché par l'exploitant dans son établissement.

ARTICLE 4 : Délais et voie de recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif (article L 514.6 du Code de l'Environnement) :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois, qui commence à courir du jour où le dit acte a été notifié ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer le dit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 5 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le code de l'environnement.

ARTICLE 6 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Indre et Loire, Monsieur le Maire d'AMBOISE, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de la région Centre et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire par lettre recommandée avec accusé réception.

Tours, le 21 février 2014

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général
signé

Jacques LUCBÉREILH